

DES MINISTRES ? BOF... DES SERVICES PUBLICS ? OUI !

Ce vendredi 31 janvier, le tout frais ministre de la santé et de l'accès aux soins Yannick Neuder a visité plusieurs infrastructures de soins dans l'Hérault, dont la clinique privée de Ganges. Le but était de participer à l'inauguration de la nouvelle IRM, entrée en service en novembre 2024.

Le collectif MAD (maternité à défendre), dont fait partie l'UL Solidaires SUD Cévennes, a saisi l'occasion pour remettre en lumière le combat pour la réouverture de la maternité, du centre IVG et des urgences gynécologiques, le tout ayant disparu avec la suspension du service maternité de la clinique depuis décembre 2022.

Il faut croire que l'exécutif garde un souvenir cuisant des manifestations gangeoises depuis la venue d'Emmanuel Macron pendant la lutte contre sa réforme des retraites puisque le préfet a cru bon d'interdire la manifestation déposée par la CGT, et le tribunal administratif a confirmé cette interdiction... Cela n'a pas empêché les citoyen·nes et membres du collectif de se rendre visibles, et même de participer à la délégation syndicale qui a rencontré le ministre.

Le collectif MAD a pu rappeler que les femmes de 74 communes rurales ne sont pas égales aux autres face à l'offre de soins liés à la santé reproductive (grossesse, avortement, urgences gynécologiques), et que cela impacte l'ensemble des familles, au-delà des premières concernées. Il y a urgence à rétablir un service public de proximité sur ce plan.

L'ARS Occitanie a profité de l'occasion pour annoncer la (re)mise en place d'IVG médicamenteuses, ayant pris conscience grâce à la manifestation du 18 janvier dernier pour les 50 ans de la loi Veil qu'il n'y avait plus d'IVG possibles dans notre secteur. C'est une victoire pour le collectif, mais la véritable avancée sera dans la réorganisation d'IVG instrumentales, avec des urgences formées aux risques hémorragiques liés à ces actes. **L'ARS s'est aussi engagée à inviter le collectif MAD au prochain comité de suivi qui se tiendra le mardi 18 février à 15h.**

Pas d'autre annonce, sinon la volonté du ministre d'avoir « une offre de soin adaptée en tous lieux ». Autrement dit : l'État versera des sommes au privé pour qu'il assure lui-même le service public indispensable.

Ce que nous comprenons de tout ceci, à Solidaires, c'est que l'ARS Occitanie a déjà promis de verser 11 millions d'euros dans la future nouvelle clinique privée de Ganges, pour qu'existe un service de maternité. C'est bien, mais il faudra penser à conditionner ce versement à l'existence effective du service à l'intérieur du bâtiment : on veut des gynécologues obstétricien·nes, des pédiatres, des anesthésistes présent·es, et au travail ! **Les investisseurs, les entrepreneurs du privé ont pris depuis trop longtemps la fâcheuse habitude de téter l'argent public sans contrepartie.** Dans ce cas c'est même Lamine Gharbi, le président de la fédération de l'hospitalisation privée (et propriétaire de la clinique de Ganges) qui le dit dans [une récente interview](#) pour Objectif Gard : il créera un service maternité pour toucher l'argent public, mais sans personnel puisqu'il n'en trouve pas...

Solidaires défend un service public de la santé accessible partout sur le territoire. Nous revendiquons des structures publiques de proximité, avec du personnel formé et engagé dans sa mission de service public. Si cela doit se faire en partenariat avec le privé, alors l'État doit pouvoir installer des antennes publiques dans ces bâtiments privés ; exiger des garanties sur l'externalisation du service public si celui-ci est pris en charge par la structure privée, et conditionner sa participation au respect de ces garanties. L'État doit prendre toutes les mesures utiles pour permettre la présence de soignant·es sur tous les territoires !

Pour faire le point sur les annonces du ministre et de l'ARS (Agence Régionale de Santé) ; pour savoir à quoi ont accès les femmes actuellement ; pour découvrir comment avance le projet de la future clinique, avec quel financement, quelles projections en personnel, quelles garanties, quels terrains... et enfin pour soutenir les élu·es qui ont à coeur la santé de leurs administrées, en faisant plus que des banderoles et des courbettes, **venez à la réunion publique organisée par le collectif MAD le**

mardi 18 février à 18h30

salle du Cantou

au Vigan

Réunion suivie d'un repas partagé